

ÉDUCATION La réforme du collège entre en vigueur ce jeudi, jour de reprise des cours

# La grève au programme de la rentrée

**Delphine Bancaud**

« **L**a réforme du collège n'est pas l'apocalypse annoncée, la Terre ne sera pas fendue en deux ce jeudi et on continuera à enseigner le latin et le grec », a martelé lundi Najat Vallaud-Belkacem. Une nouvelle tentative d'étouffer la grogne contre la réforme qui entrera en vigueur dès ce jeudi dans 7 100 collèges.

Celle-ci prévoit moult changements, dont plusieurs ont été contestés par la communauté éducative pour différentes raisons : des nouveaux programmes, l'apprentissage d'une seconde langue en 5<sup>e</sup>, la disparition de certaines classes bilingues, l'instauration d'un accompagnement personnalisé (AP) pour les élèves, la mise en place d'enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI) et la suppression des options latin et grec en faveur d'une initiation de tous les collégiens aux langues et cultures de l'Antiquité. Le Snes a lancé un appel à la grève dès le 8 septembre, avec FO, la CGT, SUD, Snep-FSU et Sudep. Le syndicat a demandé au passage à la ministre un moratoire sur la réforme. « Elle a été impréparée. Rien n'est calé, que ce soit sur l'accompagnement personnalisé ou les EPI. Et l'on sait déjà qu'elle aboutira à des résultats très disparates dans les collèges », explique Frédérique Rolet, la secrétaire générale.

« Le taux de grévistes sera faible car les enseignants ont compris que l'affaire était entendue », estime Christian Chevalier, le secrétaire général du SE-Unsa. Toutefois, un échec de cette grève ne signifierait pas pour autant

**Seul un tiers des enseignants favorables selon le Snes.**

une véritable adoption de la réforme dans les établissements. « Il y aura des convaincus, des réfractaires et surtout beaucoup de dubitatifs », reconnaît Christian Chevalier. Un euphémisme selon le Snes, qui estime que seul un tiers des enseignants sont favorables à cette réforme, alors même que la ministre soutient qu'il n'y a qu'entre 5 et 10 % de réticents.

Le Snes a d'ailleurs appelé les enseignants à faire de la « résistance pédagogique », en mettant en œuvre l'interdisciplinarité et un meilleur suivi des élèves, mais « sans se laisser imposer EPI et AP ».

Pour autant, Christian Chevalier espère que le temps fera son œuvre et que les enseignants finiront bel et bien par s'approprier cette réforme. « Elle bouscule les pratiques des enseignants. Il faudra plus ou moins de temps pour que cela fonctionne », insiste-t-il.

Reste à savoir combien de temps il faudra et si cette réforme en aura. Car en regardant plus loin, c'est bien la question de la pérennité des nouveaux dispositifs qui est en jeu, les candidats de la droite pour 2017 ayant déjà annoncé qu'ils abrogeraient cette réforme s'ils remportaient la présidentielle. ■